Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 146 (2001)

Heft: 2

Artikel: "WIVA 2000", les aléas de la préparation

Autor: Jornot, Olivier

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346105

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



«WIVA 2000», les aléas de la préparartion

«WIVA 2000», l'échange d'une compagnie de chars suisse et de son équivalent française, a constitué une première. Pour la première fois, en effet, une unité étrangère a franchi la frontière suisse avec armes et bagages pour s'entraîner sur l'une de nos places de tir. Le DDPS, les médias, l'opinion publique étaient plus habitués à l'inverse, soit à l'émigration temporaire d'une unité suisse.

Maj EMG Olivier Jornot 1

«WIVA 2000», ce sont d'abord quelques images marquantes. Chaque participant aura retenu les siennes. Pour moi, qui ai fonctionné comme chef de projet à l'état-major de la brigade blindée 1 (l'unité concernée, la compagnie de chars II/18, est rattachée à cette Grande Unité), ce sont deux souvenirs, avant tout. D'abord, les Leopard rugissant sur la vaste plaine de Mourmelon près de Reims, sans entrave d'aucune sorte, ni naturelle ni réglementaire. Ensuite, c'est la fanfare de la brigade blindée 1 faisant rebondir les notes de la Marseillaise dans les vallées glaronaises, lors d'une prise d'étendard mémorable.

A l'heure de la «Sécurité par la coopération», l'échange de deux misérables unités devrait relever de l'anecdote. Pourquoi faut-il, en notre beau pays, qu'il n'en soit rien? Que les responsables aient le sentiment d'avoir à soulever des montagnes? Bien malin qui pourra répondre... Question de génération, sans doute: dans quelques années, les hommes de la compagnie de chars II/18 se-

ront considérés, certainement, comme de valeureux pionniers...

L'opération a été un succès!

Les militaires suisses ont eu le loisir de s'entraîner dans un environnement adéquat, dont nos plus vastes places, comme Bure, n'offrent qu'un très pâle reflet. En échange, les Français ont bénéficié des installations modernes de la place de tir de Wichlen, même s'ils ont certainement dû s'y sentir un peu à l'étroit...

Mais «WIVA 2000», c'était aussi, comme tous les exercices internationaux d'ailleurs, l'occasion de collaborer pardessus la frontière. Si le corps d'armée de campagne, est coutumier du fait - ses liens avec la Région militaire de défense de Lyon sont constants - les échelons inférieurs s'aventuraient en terrain nouveau. Tant pour la brigade blindée 1 que pour le bataillon de chars 18, l'idée de préparer un cours de répétition en liaison avec la 7^e brigade blindée de Besançon et, avant tout, avec le 5e régiment de dragons de Valdahon, était inédite.

D'emblée, un constat: les militaires se comprennent toujours. Ils parlent le même langage, partagent les mêmes préoccupations, les mêmes idéaux, les mêmes soucis... et cela, qu'il soient des professionnels aguerris côté français, des miliciens ou des instructeurs côté suisse. Les exercices tels que «WIVA 2000» préfigurent des réflexions sur l'interopérabilité mais ils permettent aussi, hic et nunc, de tisser des liens, des relations de camaraderie précieuses.

Il revient aux instances politiques de décider si le jeu en vaut la chandelle. A l'échelon de la Grande Unité, la réponse est positive. Aux commandants des échelons inférieurs, commandant du bataillon de chars 18 et de la compagnie de chars II/18, d'exprimer leur sentiments à cet égard...

Toute médaille a son revers...

Le succès de «WIVA 2000» dissimule un handicap acceptable aujourd'hui, mais handicapant à la longue: le gaspillage de temps et d'énergie pour parvenir au résultat obtenu. Il y a le travail fourni par les commandants de corps de troupe et

Etat-major de la brigade blindée 1.

d'unité, en l'occurrence, deux professionnels. Rendons leur l'hommage qu'ils méritent. Parce qu'il est à peine imaginable de concevoir un commandant de bataillon milicien préparant son cours en Suisse et devant, de surcroît, se charger des mille et un détails liés à l'expédition française de l'une de ses unités.

La brigade blindée 1 a dû, également, consacrer du temps et de l'énergie à «WIVA 2000», alors que, chez les Français, la brigade était à peine concernée. C'était l'échelon régiment de chars – l'équivalent en gros de notre bataillon – qui s'est chargé de mener l'opération à bien.

Il serait fastidieux de dresser la liste des difficultés rencontrées dans la planification de l'exercice. Soyons franc: si, du côté militaire, chacun a cherché à donner le meilleur de luimême pour la réussite de l'opération, il y aurait à redire, en revanche, du côté de l'administration, dont le concours est pourtant essentiel au succès d'exercices de ce type.

Il faut rappeler que les échanges précédents, le plus récent étant l'exercice «DRAKKAR», ont été pilotés directement par les instances administratives. A nouveau, «WIVA 2000» a conduit à une innovation: ce n'était pas l'Office fédéral des armes de combat qui dirigeait un exercice particulier, c'était la brigade blindée 1 qui, au lieu d'envoyer l'une de ses unités à Bure ou à Hinterrhein, lui faisait faire mouvement jusqu'à Mourmelon. La nuance est de taille... mais le résultat consternant. Peu ou pas de coordination en Suisse, entre les instances administratives. Un seul exemple.

Soit un service A chargé des aspects financiers de l'exercice, soit un service B approché par la direction du projet pour recevoir un type particulier de véhicules. Le service B informe la direction du projet qu'aucun véhicule de ce type

n'est disponible aux dates souhaitées. Il faut donc louer des véhicules civils. Une demande de budget est adressée au service A, qui répond en substance que ce n'est pas possible, que le service B raconte des histoires.. Bref, le service A de mande à la direction du proje de produire une attestation du service B confirmant la nondisponibilité des véhicules. le service A et le service B sont deux sections des Forces terrestres. Et l'officier de milice, au milieu de ce bel exemple de coopération, se dit qu'il y a quelques progrès à faire pour rendre un exercice tel que «WIVA 2000» gérable.

Mais le plus surprenant, et c'est là sans doute que des progrès importants devront être faits, c'est sur le plan de la coopération administrative transfrontalière. Berne et Paris ont négocié pendant des mois et conclu, la veille du déclenchement de l'exercice, un arrangement juridique (memorandum of understanding). Pendant ce temps, les militaires travaillaient ensemble, sous la forme avant tout de reconnaissances générales en Suisse et en France, puis de reconnaissances de détail.

En revanche, sur le plan administratif, la collaboration était nulle ou presque, et cela tant de la faute des Français que des Suisses. L'exemple des munitions. Dès le départ, les militaires suisses et français ont convenu de faire en sorte que leurs services techniques respectifs (STAT en France, et GDA en Suisse) échangent directement les informations nécessaires aux procédures d'au-



Chargement des AMX 30 à Schwanden.

12 RMS N° 2 – 2001

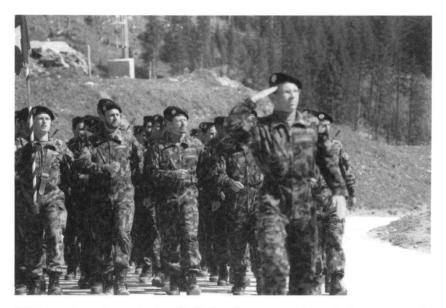


torisation. Résultat: néant. Conséquence: temps perdu, travail inutile, catastrophes médiatiques évitées de justesse!

Aspects médiatico-politiques de l'opération

En France, un officier qui se risquerait à aborder cet aspect du dossier mettrait sa tête en grand danger. En Suisse...? Bornons-nous donc à décrire la situation objectivement. Pour ceux qui ont pris l'initiative de l'échange comme pour ceux qui l'ont planifié, la réaction de certains milieux politiques alémaniques a constitué une certaine surprise. Très vite, un parti gouvernemental a exposé sa conception de la notion d'échange: les Suisses en France, oui, parce que nous avons besoin d'espace vital, mais les Français en Suisse, qui viennent «souiller nos montagnes», non!

Puis les choses se sont envenimées. Un obscur Saint-Gallois, après avoir annoncé qu'il bloquerait le débarquement des chars français, a parlé d'un «schwarzer Tag für unser Land». Inutile de préciser que, pendant les semaines qui ont précédé la venue des Français



L'hôte suisse, le capitaine F. Gehard, commandant de la compagnie de chars I/18

et au cours de leur séjour, chacun s'est demandé ce qui pourrait se produire; les scénarios les plus invraisemblables ont été évoqués. Que chacun en tire les conclusions qu'il jugera pertinentes à propos de la capacité de ce pays, et de son armée, à jouer la carte internationale...

Il faut conclure et ne pas se méprendre. Les tracasseries des uns et les gesticulations des autres ne peuvent ternir un tableau magnifique: celui d'un échange enrichissant, sur le plan militaire comme sur le plan humain. Terminons donc

sur une image divertissante. En Suisse, les médias critiquent souvent et raillent toujours l'obstination des militaires à entraîner l'aptitude au combat de leurs formations, en l'absence de tout danger immédiat. Imaginez un instant ces mêmes journalistes, stupéfaits, qui découvrent, en écoutant le général commandant la 7e brigade blindée que, tout comme les Suisses, les Français vouent l'essentiel de leurs efforts au maintien de leur capacité combative... C'était aussi cela «WIVA 2000»!

O. J.

RMS № 2 – 2001